



République de Côte d'Ivoire  
Union - Discipline - Travail

# UNE SEULE SANTÉ

CÔTE D'IVOIRE

BULLETIN D'INFORMATION  
N° 0004/2026



À LA UNE

## Le One Health dans l'Armée

Direction de la Santé et des Actions Sociales des Armées (DSASA) : un  
acteur stratégique de la sécurité sanitaire nationale.



# Sommaire

## OUVERTURE

- 03** Éditorial — « Une Seule Santé » : agir ensemble pour une Côte d'Ivoire plus résiliente
- 04** Le PANSS 2024-2028, feuille de route de la sécurité sanitaire
- 05** PLUSS-CI : un mécanisme national de coordination au service de la sécurité sanitaire
- 06** Espace chercheurs — le Code QR dédié

## À LA UNE — LE ONE HEALTH AU SEIN DE L'ARMÉE

- 07** La DSASA : cadre juridique, organisation et implantation territoriale
- 08** Un dispositif institutionnel dédié à l'approche multisectorielle
- 09** Entretien d'expert — Directeur de la Santé et de l'Action Sociale des Armées

## COORDINATION MULTISECTORIELLE

- 11** PLUSS-CI : le Dr Yao Kouadio Alain Marc prend fonction comme Secrétaire permanent
- 12** Trois réunions statutaires pour consolider la coordination multisectorielle
- 13** Règlement sanitaire international : la Côte d'Ivoire renforce son cadre juridique
- 14** PLUSS-CI : un siège permanent pour renforcer la coordination
- 15** One Health Summit 2026 : les coulisses de la gestion des alertes

## ACTIVITÉS SECTORIELLES

- 16** Santé humaine — Sud-Comoé : un exercice de simulation pour renforcer la préparation aux épidémies
- 17** Santé environnementale — le CIAPOL installe son Équipe « Une Seule Santé »
- 18** Santé animale — Rage : une campagne de vaccination cible plus de 20 000 animaux dans le Gbêkê
- 19** Santé végétale — la Côte d'Ivoire renforce la vigilance face à la mosaïque du manioc
- 20** Eaux et Forêts — cohabitation pacifique avec les éléphants

## ACTIVITÉS DES GTT

- 21** Surveillance et notification : le GTT-SN opérationnalisé
- 22** Le GTT-CREC relance ses activités
- 23** Résistance aux antimicrobiens : le GTT-RAM accélère la mise en œuvre du Plan d'action national

## PARTENAIRES, PORTRAIT & AGENDA

- 24** Portrait — Dr Yao Kouadio Alain Marc, un expert de terrain
- 25** PLUSS-CI Bien-être — alerte Ebola et esprit d'équipe
- 27** Agenda Une Seule Santé — Côte d'Ivoire, Afrique, international
- 28** Nos partenaires techniques et financiers

### OURS DE PUBLICATION

Directeur de publication · Dr Djénéba Ouattara

Rédacteur en chef · Abdoul-Karim Cissé

Rédacteur en chef adjoint · Assandé Ludovic

Secrétaire de rédaction · Yapo Maël

Comité de rédaction · Service Communication PLUSS-CI

Comité de relecture · Dr Silué ; Mme Bindé Régine ; Mme Séka Edwige

Plateforme Une Seule Santé Côte d'Ivoire — [secretariat@pluss.ci](mailto:secretariat@pluss.ci) · +225 07 00 00 67 61 · +225 27 22 22 98 50

# « Une Seule Santé » : agir ensemble pour une Côte d'Ivoire plus résiliente



*C'est avec un réel plaisir que je m'adresse à l'ensemble des acteurs et partenaires de la Plateforme Une Seule Santé (PLUSS-CI), à l'occasion de la reprise de la publication de notre bulletin d'information.*

Cette nouvelle édition traduit notre volonté de renforcer le partage d'informations, de valoriser les actions menées dans le cadre de l'approche « Une Seule Santé » et de donner davantage de visibilité à la dynamique multisectorielle engagée en Côte d'Ivoire.

L'approche « Une Seule Santé » repose sur une évidence : la santé humaine, la santé animale, la santé des végétaux et celle des écosystèmes sont étroitement liées. Les zoonoses, les maladies émergentes, la résistance aux antimicrobiens, les changements climatiques, les risques environnementaux et les enjeux de sécurité alimentaire nous rappellent que les menaces sanitaires dépassent les frontières des secteurs.

Face à ces défis, aucune institution ne peut agir seule. La prévention, la détection précoce et la réponse aux menaces sanitaires nécessitent une collaboration étroite, le partage de l'information, la complémentarité des expertises et la coordination des interventions.

C'est dans cette perspective que la PLUSS-CI œuvre au renforcement du dialogue et de la collaboration entre les secteurs concernés par la sécurité sanitaire. À travers ses groupes techniques de travail, ses activités de surveillance, le renforcement des capacités et ses actions de coordination, elle contribue à consolider les capacités nationales de prévention et de réponse aux risques sanitaires.

Je tiens à saluer l'engagement de l'ensemble des ministères et institutions concernés, des professionnels de santé, des acteurs de l'élevage et de l'agriculture, des experts, des chercheurs, de la société civile ainsi que des partenaires techniques et financiers qui contribuent à cette dynamique collective.

La reprise de ce bulletin constitue une nouvelle opportunité de partager les connaissances, de valoriser les expériences et de mieux faire connaître les initiatives conduites dans le cadre de l'approche « Une Seule Santé ». Nous souhaitons en faire un véritable outil d'information, de cohésion et de mobilisation au service de la sécurité sanitaire.

Notre ambition demeure claire : renforcer durablement la collaboration multisectorielle afin de mieux anticiper les risques, améliorer notre préparation et contribuer à une Côte d'Ivoire plus résiliente.

La sécurité sanitaire est une responsabilité partagée. Elle exige l'engagement de chacun et la complémentarité de tous.

Ensemble, poursuivons nos efforts pour faire de l'approche « Une Seule Santé » une force au service de la santé des populations, des animaux, des végétaux et de notre environnement.

*Une seule santé, une responsabilité partagée, une action collective.*

**Dr Djénéba Ouattara**

Conseiller du Premier Ministre  
Chargé de recherche en Santé Publique  
Coordinatrice de la Plateforme Une Seule Santé  
Point Focal GFF Côte d'Ivoire

PLAN D'ACTION NATIONAL DE SÉCURITÉ SANITAIRE

PANSS 2024–2028.

Le PANSS 2024-2028 constitue la feuille de route stratégique de la Côte d'Ivoire pour renforcer durablement ses capacités de prévention, de détection et de réponse aux urgences de santé publique, conformément au Règlement Sanitaire International (RSI 2005). Il s'appuie sur les résultats de l'Évaluation Externe Conjointe (EEC) 2023, qui a mis en évidence des progrès importants mais aussi des insuffisances persistantes en matière de coordination multisectorielle, de financement, de surveillance et de préparation aux crises.

VISION

Garantir une sécurité sanitaire nationale robuste à travers une approche intégrée « Une Seule Santé », associant santé humaine, animale et environnementale.

OBJECTIF GÉNÉRAL

Prévenir et réduire la probabilité des épidémies et autres événements de santé publique susceptibles de menacer la population ivoirienne.

AXES STRATÉGIQUES PRIORITAIRES

Renforcement du cadre juridique et du financement de la sécurité sanitaire

Gouvernance et coordination multisectorielle via la PLUSS-CI

Lutte contre la résistance aux antimicrobiens (RAM)

Prévention et contrôle des zoonoses

Sécurité sanitaire des aliments

Sécurité et sûreté biologiques

Renforcement des programmes de vaccination

Modernisation du système national de laboratoires

Surveillance intégrée et alerte précoce

Renforcement des ressources humaines en santé

Gestion des urgences, communication des risques et engagement communautaire

Capacités aux points d'entrée, risques chimiques et radiologiques

Humaine

Populations & communautés

Animale

Élevage, faune & zoonoses

Végétale

Cultures & sécurité alimentaire

Environnementale

Écosystèmes & climat

Résultats attendus à l'horizon 2028

Coordination multisectorielle opérationnelle · systèmes de surveillance et de laboratoire interconnectés · meilleure préparation aux épidémies et catastrophes · personnel qualifié pour les urgences · communication efficace des risques · sécurité sanitaire renforcée au bénéfice des populations et de l'économie.

# PLUSS-CI : un mécanisme national de coordination au service de la sécurité sanitaire

*Face aux maladies émergentes, aux zoonoses, à la résistance aux antimicrobiens, aux risques environnementaux et aux effets du changement climatique, la sécurité sanitaire ne peut plus être abordée par un seul secteur.*



La Côte d'Ivoire a ainsi fait le choix d'une gouvernance fondée sur l'approche « Une Seule Santé », qui reconnaît l'interdépendance entre la santé humaine, la santé animale, la santé des végétaux et celle des écosystèmes.

C'est dans cette dynamique que s'inscrit la Plateforme Nationale Une Seule Santé de Côte d'Ivoire (PLUSS-CI), mécanisme de coordination multisectorielle placé sous l'autorité de la Primature. Sa vocation est de favoriser une action concertée des institutions concernées afin de mieux prévenir, détecter et gérer les menaces sanitaires.

## Une gouvernance multisectorielle structurée

La PLUSS-CI réunit les administrations et institutions intervenant notamment dans la santé humaine, la santé animale, l'agriculture, l'environnement, les eaux et forêts, la recherche, l'administration territoriale ainsi que d'autres secteurs concernés par la sécurité sanitaire.

Son dispositif de gouvernance repose sur plusieurs niveaux complémentaires :

- **le Comité de Veille**, qui assure l'orientation stratégique au plus haut niveau ;
- **le Comité Technique de Coordination**, cadre multisectoriel de concertation et de suivi ;
- **le Secrétariat multisectoriel**, chargé de l'animation et de la coordination opérationnelle ;
- **les Groupes Techniques de Travail (GTT)**, qui mobilisent les expertises sectorielles sur les principaux domaines de sécurité sanitaire ;
- **les mécanismes territoriaux** permettant de rapprocher la coordination des réalités locales.

Cette architecture vise à faciliter le partage d'informations, la préparation conjointe et la coordination des interventions lorsque plusieurs secteurs sont concernés par une même menace.

## Passer de l'institutionnalisation à l'opérationnalisation

L'expérience récente de l'Afrique de l'Ouest montre toutefois qu'un cadre institutionnel ne suffit pas à lui seul.

Une évaluation régionale présentée par la CEDEAO au 9e Congrès mondial One Health, tenu à Lisbonne en septembre 2026, montre que les mécanismes nationaux de coordination One Health sont juridiquement établis dans 10 des 12 États membres étudiés. Mais cette avancée institutionnelle contraste encore avec des difficultés de fonctionnement régulier, de surveillance conjointe, de partage intersectoriel des données et d'interopérabilité des systèmes d'information.

Cette situation constitue un enseignement important pour la Côte d'Ivoire : le prochain enjeu n'est plus seulement de disposer d'une Plateforme, mais de mesurer sa fonctionnalité et ses résultats.

## Les priorités pour consolider la PLUSS-CI

Dans cette perspective, plusieurs axes apparaissent déterminants :

### 1. Renforcer le fonctionnement régulier des mécanismes de coordination

Les réunions des organes et des groupes techniques doivent conduire à des décisions suivies, assorties de responsabilités, d'échéances et d'indicateurs.

### 2. Développer une surveillance réellement intégrée

La circulation des données entre santé humaine, santé animale, environnement et autres secteurs doit devenir plus rapide et systématique.

### 3. Améliorer l'interopérabilité des systèmes d'information

Le diagnostic régional présenté à Lisbonne montre que la fragmentation des outils numériques constitue l'un des principaux obstacles à une surveillance One Health opérationnelle en Afrique de l'Ouest.

### 4. Renforcer la préparation et la réponse conjointes

Les exercices de simulation, investigations multisectorielles et mécanismes d'alerte doivent permettre de tester régulièrement la capacité réelle des secteurs à agir ensemble.

### 5. Assurer un financement durable

La dépendance aux financements de projets constitue une vulnérabilité importante : l'évaluation régionale indique que 33 % des États interrogés restent exclusivement dépendants de financements internationaux externes pour leurs activités One Health. Le renforcement du financement national constitue donc un enjeu essentiel de pérennisation.

## Une ambition : démontrer les résultats

La PLUSS-CI dispose aujourd'hui d'un cadre institutionnel permettant de réunir les principaux secteurs concernés par les risques sanitaires.

L'enjeu des prochaines années sera de transformer davantage cette architecture en résultats mesurables : alertes partagées plus rapidement, investigations conjointes, systèmes de surveillance interconnectés, exercices multisectoriels réguliers, amélioration des capacités territoriales et financement national accru.

La performance de l'approche « Une Seule Santé » se mesurera ainsi moins au nombre de structures créées qu'à leur capacité à anticiper ensemble, décider ensemble et agir ensemble face aux menaces sanitaires.

# Chercheurs, la Plateforme a besoin de vos travaux

Vous menez des recherches à l'interface santé humaine, santé animale, santé végétale et environnement ? Scannez le Code QR pour rejoindre l'espace dédié aux chercheurs de la PLUSS-CI.



## Scannez

le Code QR avec l'appareil photo de votre téléphone

## Renseignez

votre profil et vos domaines de recherche

## Contribuez

aux travaux des groupes techniques de la Plateforme

CONTACT : [SECRETARIAT@PLUSS.CI](mailto:SECRETARIAT@PLUSS.CI)

# Le One Health au sein des Forces Armées de Côte d'Ivoire

*L'exemple de la Direction de la Santé et de l'Action Sociale des Armées (DSASA) : cadre juridique, organisation et implantation territoriale.*

## 1.1. Cadre juridique et mission

Selon le décret n° 2026-85 du 4 mars 2026 portant organisation du Ministère de la Défense, la Direction de la Santé et de l'Action Sociale des Armées (DSASA) est chargée :

- d'assurer le bon fonctionnement des formations et des organismes sanitaires des Forces Armées ;
- d'élaborer et de mettre en œuvre une politique sociale au sein des Forces Armées ;
- de définir et de mettre en œuvre une politique des sports au sein des Forces Armées.

## 1.2. Organisation

La DSASA est structurée en cinq sous-directions :

- la Sous-Direction de l'Administration Sanitaire et de la Réforme ;
- la Sous-Direction du Matériel et de la Pharmacie Centrale des Armées ;
- la Sous-Direction de l'Action Sanitaire et de la Médecine Préventive ;
- la Sous-Direction de l'Assistance Sociale, des Mutuelles et Associations Militaires ;
- la Sous-Direction des Sports Militaires et Civils.

Quatre services lui sont rattachés :

- l'Hôpital Militaire d'Abidjan (HMA), hôpital de référence du service de santé des Armées ;
- le Service Vétérinaire des Armées (SVA), en charge de la santé animale, de la sécurité sanitaire des aliments et de la santé environnementale au sein des Forces Armées ;



- le Comité Sectoriel de Lutte contre le Sida (CSLS), qui coordonne la lutte contre le VIH/sida au profit des militaires, des gendarmes et de leurs familles ;
- le Service de Gestion de l'Information Sanitaire des Armées (SGISA), qui gère le flux d'information sanitaire des Forces Armées afin de faciliter la prise de décision.

Sur le plan opérationnel, deux divisions assurent la mise en œuvre quotidienne de ces missions : la Division de Santé et de l'Action Sociale de l'État-Major Général des Armées, et la Division de Santé et de l'Action Sociale de la Gendarmerie Nationale.

## 1.3. Implantation territoriale

Basée à Abidjan, la DSASA s'appuie sur une soixantaine d'Établissements Hospitaliers Militaires (EHM) couvrant tous les niveaux de la pyramide sanitaire nationale, répartis sur l'ensemble du territoire ivoirien : une maille qui en fait un relai de proximité pertinent pour la détection précoce d'événements sanitaires, y compris à l'interface homme-animal-environnement.

5

sous-directions

4

services rattachés

2

divisions opérationnelles

≈60

établissements hospitaliers militaires

## Un dispositif institutionnel dédié à l'approche multisectorielle

*La DSASA n'intervient pas en marge de l'approche Une Seule Santé : elle en réunit, de par sa nature militaire, les trois piliers — santé humaine, santé animale et santé environnementale — sous une même chaîne de commandement, avec une capacité de mobilisation rapide et une couverture territoriale dense. Trois dimensions illustrent cette contribution.*

La DSASA dispose d'une cellule Une Seule Santé, composée de praticiens du service de santé des Armées aux qualifications diverses en santé publique. Cette cellule s'appuie sur un atout structurel propre au monde militaire : la présence, au sein d'une même direction, d'un service dédié à la santé humaine (à travers le HMA et le réseau des centres de santé des Armées) et d'un service dédié à la santé animale, à la sécurité sanitaire des aliments et à la santé environnementale (le Service Vétérinaire des Armées).

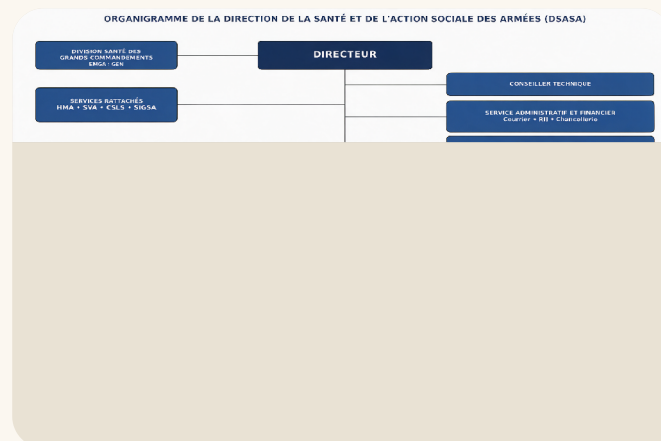
Cette proximité institutionnelle ne relève pas de la seule théorie : elle se traduit concrètement dans la composition actuelle de l'Équipe d'Investigation Rapide des Armées (EIR-Armée), qui intègre des vétérinaires militaires du SVA aux côtés des médecins, des pharmaciens et des infirmiers et tout le personnel paramédical. L'inclusion d'une expertise vétérinaire dans une équipe chargée d'investiguer des cas humains suspects est une illustration directe de l'approche Une Seule Santé appliquée : elle permet une lecture croisée du risque, en particulier pour les événements sanitaires à composante zoonotique, et distingue la DSASA de nombreuses structures civiles où santé humaine et santé animale restent cloisonnées entre administrations différentes.

La DSASA est par ailleurs membre de l'APORA (Alliance des Partenaires Africains pour la Riposte aux Épidémies et Catastrophes / African Partner Outbreak Response Alliance), un réseau de coopération civilo-militaire créé en 2014 à la suite de la crise d'Ebola. Ce partenariat, qui rassemble plus de 25 pays africains, vise à renforcer la prévention, la détection précoce et la gestion coordonnée des urgences sanitaires sur le continent : une plateforme régionale par nature Une Seule Santé, puisqu'elle articule acteurs civils et militaires autour des mêmes menaces émergentes.

Sur le plan national, la DSASA est un acteur reconnu de l'architecture de sécurité sanitaire : elle est représentée dans les principaux groupes techniques de travail (GTT) du dispositif national de préparation et de riposte aux urgences de santé publique, avec une implication particulièrement marquée dans le GTT Points d'Entrée, le GTT Surveillance, et au Centre des Opérations d'Urgence de Santé Publique (COUSP).

Au moment de la crise de la COVID-19, la DSASA a mis en place une Équipe d'Investigation Rapide des Armées (EIR-Armée).

À sa création, l'équipe rassemblait des médecins, un pharmacien, des infirmiers et des conducteurs ; sa composition a depuis évolué pour intégrer des vétérinaires militaires, renforçant sa capacité à



investiguer des événements sanitaires à l'interface homme-animal et non plus seulement des cas de maladie humaine. L'équipe assure l'investigation épidémiologique des cas suspects en communauté, dans les formations sanitaires ou sur les sites de confinement, le prélèvement, la recherche des sujets contacts et la transmission des résultats, en lien étroit avec l'Institut National d'Hygiène Publique (INHP), le COUSP et le SAMU. Ce dispositif demeure un acquis institutionnel pour la détection et la réponse rapides à d'autres événements de santé publique relevant de l'approche Une Seule Santé.

Cette capacité de réponse s'inscrit dans un plan de prévention et de riposte structuré autour de deux axes : le renforcement des capacités du Service de Santé des Armées et le renforcement de la collaboration multisectorielle associant la DSASA, l'État-Major Général des Armées, le Commandement de la Gendarmerie et le MSHPCMU (INHP). Ce modèle de gouvernance associant plusieurs administrations autour d'une même chaîne de décision sanitaire est en soi une illustration opérationnelle de l'approche Une Seule Santé appliquée au contexte militaire.

Ce dispositif s'accompagne d'un volet formation : sensibilisation des chefs de corps et des troupes aux mesures d'hygiène, formation des médecins d'unité et de leur personnel, et montée en compétence de certains praticiens en épidémiologie de terrain (FETP) et en gestion des urgences de santé publique, toutes des compétences transférables à la surveillance intégrée des maladies à potentiel zoonotique ou épidémique.

### 2.3. Une contribution à la sécurité sanitaire nationale

Par son maillage d'une soixantaine d'établissements sanitaires militaires répartis sur tout le territoire, la DSASA constitue un point d'appui pour la détection précoce d'événements sanitaires inhabituels, y compris dans des zones où la présence civile est plus diffuse et dans les zones les plus reculées et les zones frontalières (sécurité épidémique transfrontalière).

La synergie civilo-militaire observée pendant la gestion de la COVID-19 — à savoir la coordination avec l'INHP pour la décontamination des structures, avec le SAMU pour l'évacuation des cas — illustre une capacité de collaboration intersectorielle mobilisable pour d'autres urgences sanitaires relevant de l'approche Une Seule Santé : zoonoses, résistance aux antimicrobiens, sécurité alimentaire, risques environnementaux.

# Approche « Une Seule Santé » : la contribution des Forces Armées à sa mise en œuvre



Médecin Général de Brigade  
**TRAORE AMED**  
Directeur de la Santé et de l'Action Sociale  
des Armées (DSASA)

## Directeur de la Santé et de l'Action Sociale des Armées

*En tant que Directeur de la Santé des Armées, disposant au sein de mes structures de centres médicaux propres, d'hôpitaux d'instruction, d'une sous-direction de la médecine préventive et d'un service vétérinaire, je réponds ci-après aux questions du bulletin de la plateforme Une Seule Santé.*

### Question 1. Comment définissez-vous l'approche Une Seule Santé (One Health) ?

L'approche « Une Seule Santé » est une démarche intégrée et collaborative qui reconnaît que la santé humaine, la santé animale et la santé des écosystèmes forment un continuum indissociable. Elle part d'un constat scientifique aujourd'hui largement établi et documenté : la majorité des maladies infectieuses émergentes sont zoonotiques, c'est-à-dire qu'elles franchissent la barrière entre l'animal et l'homme, souvent à la faveur de déséquilibres environnementaux.

Concrètement, « Une Seule Santé » n'est pas une discipline supplémentaire, mais une manière de travailler. Elle suppose que le médecin, le vétérinaire, l'entomologiste, l'environnementaliste et le décideur public cessent de raisonner en vase clos pour partager leurs données, harmoniser leur surveillance et coordonner leurs ripostes. Du point de vue militaire, cette logique nous est familière : elle relève de l'interarmée appliqué à la santé, où plusieurs composantes spécialisées concourent à un même objectif sous un commandement unifié.

### Question 2. Quelle est la contribution du Service de Santé Militaire dans la mise en œuvre de l'approche One Health ?

Le Service de Santé Militaire dispose d'un atout structurel rare : il réunit, sous une même autorité, la médecine humaine et la médecine vétérinaire. Cette intégration fait de nous un terrain d'application naturel de l'approche « Une Seule Santé », là où le secteur civil doit souvent construire des passerelles entre ministères distincts.

Notre contribution se décline selon plusieurs axes. **Une surveillance intégrée** : nos centres médicaux, nos hôpitaux et notre service vétérinaire recueillent en continu des données sanitaires sur les personnels, les animaux militaires et les milieux de vie en garnison comme en opération. **La médecine préventive et le contrôle vectoriel** : notre sous-direction de la médecine préventive et notre service vétérinaire mènent conjointement la lutte antivectorielle, la prophylaxie et la veille épidémiologique, qui sont au cœur de la

logique « Une Seule Santé ». **La capacité de projection** : nos moyens médicaux et logistiques sont déployables rapidement, y compris dans des zones isolées, ce qui fait des armées un acteur de premier plan face aux foyers épidémiques. **La formation et l'expertise** : nous formons des praticiens hautement qualifiés et habitués au travail pluridisciplinaire et contribuons à la production de connaissances partagées avec les partenaires civils.

En somme, le Service de Santé des Armées agit comme un démonstrateur opérationnel de l'approche « Une Seule Santé », capable de la mettre en pratique au quotidien et de partager son expérience avec l'ensemble du dispositif national.

### Question 3. Quel rôle les forces armées jouent-elles dans la prévention, la surveillance et la gestion des crises sanitaires ?

Les forces armées interviennent à chacune des trois phases du cycle de gestion des crises sanitaires.

**En prévention**, nous assurons la vaccination des personnels et des animaux militaires, la lutte antivectorielle au sein des emprises militaires, l'hygiène du milieu et l'éducation sanitaire. La protection de la force commence par l'anticipation du risque.

**En surveillance**, notre maillage territorial et notre présence dans des zones où l'État dispose de peu de relais font des armées un capteur épidémiologique précieux : un foyer animal ou humain détecté précocement en garnison peut signaler un risque pour les populations voisines.

**En gestion de crise**, les armées apportent ce que peu d'acteurs peuvent offrir : la réactivité, la discipline logistique, la capacité de déploiement de structures de soins, de transport sanitaire et de soutien aux autorités civiles. Les épidémies récentes, de la fièvre hémorragique et des cas de dengue, ont confirmé la valeur de cet appui en renfort du dispositif national.

Ce rôle s'exerce toujours en appui et en complémentarité des autorités sanitaires civiles, dans le respect du principe de coordination interministérielle qui fonde l'approche « Une Seule Santé ».

#### Question 4. Quels sont les principaux enjeux sanitaires auxquels les forces armées sont confrontées aujourd'hui ?

Les enjeux sont multiples et en évolution constante.

Les **maladies à transmission vectorielle** (paludisme, dengue, fièvre jaune et trypanosomose animale) qui pèsent directement sur la capacité opérationnelle des unités en zone tropicale et lors des déploiements.

**Les risques liés aux opérations** : conditions sanitaires dégradées, accès limité aux soins, exposition à des agents infectieux nouveaux sur les théâtres.

**La santé mentale et la réhabilitation des personnels**, dimension désormais reconnue comme essentielle au maintien de la condition opérationnelle.

Enfin, **les risques sanitaires de masse** (épidémies, menaces biologiques) qui exigent une préparation et une coordination permanentes.

#### Question 5. Quels sont les principaux défis à relever pour renforcer l'intégration de l'approche One Health au sein des forces armées ?

Plusieurs défis structurants et de coordination doivent être relevés pour consolider cette intégration.

##### La gouvernance et la coordination

Formaliser les mécanismes de collaboration entre la médecine humaine, la médecine préventive et le service vétérinaire, et les articuler clairement avec la plateforme nationale « Une Seule Santé ».

##### Le partage de l'information

Mettre en place des systèmes de surveillance interopérables permettant de croiser en temps utile les données humaines, animales et environnementales et aussi de permettre le partage des informations entre les différents ministères.

##### Les ressources humaines et matérielles

Renforcer les effectifs spécialisés (entomologistes, vétérinaires, épidémiologistes) et doter les structures des équipements nécessaires, notamment pour la lutte antivectorielle et le diagnostic rapide.

##### La formation pluridisciplinaire

Ancrer la culture « Une Seule Santé » dès la formation initiale et l'entretenir par l'entraînement conjoint des différentes composantes.

##### Le financement durable

Inscrire ces actions dans une programmation budgétaire pérenne, condition indispensable d'une politique de prévention efficace.

##### Le partenariat civilo-militaire et international

Approfondir la coopération avec les ministères en charge de la Santé et des Ressources animales, les institutions académiques et les partenaires régionaux et internationaux.

Relever ces défis permettra de transformer un atout déjà existant — l'intégration de nos composantes de santé — en un dispositif pleinement opérationnel, contribuant non seulement à la protection de la force, mais aussi à la sécurité sanitaire de la Nation tout entière.

# PLUSS-CI : le Dr Yao Kouadio Alain Marc prend fonction comme Secrétaire Permanent



*La Plateforme Nationale « Une Seule Santé » (PLUSS-CI) ouvre une nouvelle étape de son développement. À l'occasion de la cérémonie officielle de passation de charges organisée le 10 mars 2026, le Dr Yao Kouadio Alain Marc a été installé dans ses fonctions de Secrétaire permanent, succédant au Dr Savané Sita. Cette transition, conforme au principe de rotation interministérielle, traduit la volonté des autorités de consolider la gouvernance multisectorielle de la sécurité sanitaire en Côte d'Ivoire.*

Le Secrétariat multisectoriel de la Plateforme Nationale Une Seule Santé (PLUSS-CI) a officiellement changé de direction à l'issue d'une cérémonie présidée par le Dr Ouattara Djénéba, Conseillère du Premier ministre et Coordinatrice de la Plateforme.

Cette rencontre a été l'occasion de dresser le bilan du mandat du Dr Savané Sita, marqué par des avancées significatives dans le renforcement du dispositif national de sécurité sanitaire. Parmi les principales réalisations figurent l'élaboration du Plan national de sécurité sanitaire 2024-2028 ainsi que la consolidation des mécanismes de mise en œuvre du Règlement sanitaire international (RSI), deux instruments essentiels pour prévenir, détecter et répondre efficacement aux menaces sanitaires.

Rendant hommage au Secrétaire permanent sortant, le Dr Ouattara Djénéba a salué son professionnalisme, son engagement et sa disponibilité tout au long de son mandat. Elle l'a encouragé à poursuivre son accompagnement technique au sein des Groupes techniques de travail (GTT) de la Plateforme afin de capitaliser son expérience au service de l'approche « Une Seule Santé ».

## Une gouvernance renforcée au service de l'approche « Une Seule Santé »

La cérémonie a également enregistré la présence du Dr Kallo Vessaly, Directeur des Services vétérinaires et du Bien-être animal (DSVBA), représentant le ministère des Ressources animales et halieutiques (MIRAH), département ministériel dont est issu le nouveau Secrétaire permanent. Une

participation qui illustre l'importance de la collaboration entre les différents secteurs dans la prévention et la gestion des risques sanitaires.

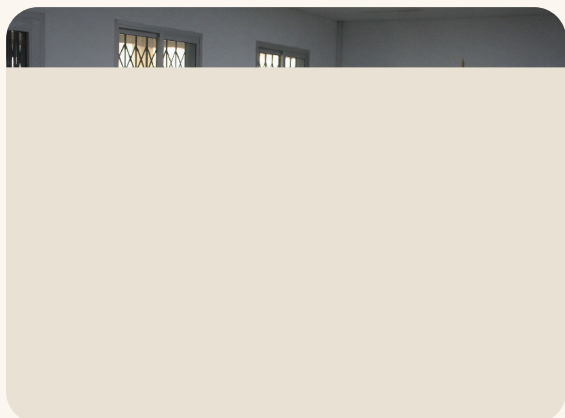
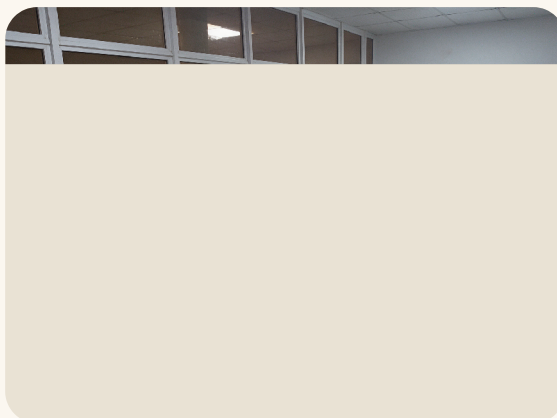
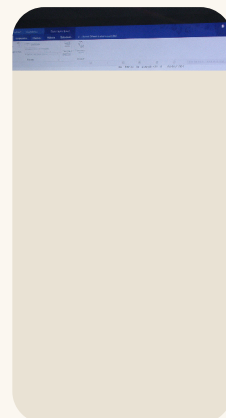
Cette passation de charges s'inscrit dans le respect du décret n° 2019-293 du 3 avril 2019, qui institue une rotation triennale de la direction du Secrétariat permanent entre les ministères engagés dans la mise en œuvre de l'approche « Une Seule Santé ». Après le ministère de la Santé, de l'Hygiène publique et de la Couverture maladie universelle, cette responsabilité est désormais assurée par le ministère des Ressources animales et halieutiques.

Prenant officiellement ses fonctions, le Dr Yao Kouadio Alain Marc, vétérinaire épidémiologiste, a réaffirmé sa volonté de poursuivre les réformes engagées et de renforcer la synergie entre les secteurs de la santé humaine, de la santé animale, de la santé végétale et de l'environnement. Selon lui, cette coopération demeure indispensable pour relever les défis posés par les zoonoses, la résistance aux antimicrobiens, les changements climatiques et les crises environnementales.

La cérémonie s'est achevée par la signature des actes administratifs et la transmission officielle des dossiers. À cette occasion, le Dr Ouattara Djénéba a lancé un appel aux partenaires techniques et financiers afin qu'ils poursuivent leur accompagnement aux côtés de la Plateforme. Un engagement qu'elle juge essentiel pour consolider les acquis, maintenir la dynamique engagée et renforcer durablement la résilience sanitaire de la Côte d'Ivoire.

RÉDACTION — SERVICE COMMUNICATION, PLUS-CI

# PLATEFORME UNE SEULE SANTE : trois réunions statutaires pour consolider la coordination multisectorielle en matière de sécurité sanitaire



*La Plateforme nationale « Une seule Santé » a tenu, entre avril et juin 2026, trois réunions statutaires de son Secrétariat multisectoriel afin de renforcer le suivi des actions prioritaires, améliorer la coordination entre les secteurs et consolider la réponse nationale face aux menaces sanitaires.*

La Plateforme nationale « Une seule Santé » (PLUSS-CI) a poursuivi, au cours du deuxième trimestre 2026, la dynamique de concertation engagée pour renforcer la sécurité sanitaire en Côte d'Ivoire. Les réunions statutaires du Secrétariat multisectoriel se sont tenues les 24 avril, 29 mai et 26 juin 2026 au siège de la Plateforme à Abidjan-Cocody Carrefour Duncan, avec l'assistance technique de FHI 360, à travers le projet EpiC, et le financement du Gouvernement des États-Unis.

Ces rencontres ont réuni les membres statutaires du Secrétariat multisectoriel ainsi que l'équipe technique d'appui autour d'un objectif commun : assurer une meilleure coordination des interventions menées dans le cadre de l'approche « Une seule Santé », qui intègre les dimensions humaine, animale, végétale et environnementale de la santé.

## Une première session consacrée au bilan et à la planification

La réunion du 24 avril 2026 a marqué le lancement des activités statutaires de l'année. Les participants ont procédé à l'examen des actions réalisées en 2025, tout en identifiant les principaux défis rencontrés, notamment l'insuffisance des ressources et les difficultés liées au partage de l'information entre les secteurs.

Cette session a également permis d'élaborer le plan de travail 2026 et de définir les priorités de la Plateforme, parmi lesquelles figurent le renforcement de la surveillance intégrée, l'amélioration de la communication institutionnelle, la mobilisation des partenaires techniques et financiers ainsi que le suivi-évaluation des activités programmées.

## Suivi des engagements et renforcement de la coordination

La deuxième réunion, tenue le 29 mai 2026, s'est inscrite dans la continuité des orientations adoptées en avril. Les membres ont évalué les premières avancées enregistrées dans la mise en œuvre du

plan de travail annuel et examiné l'état d'exécution des activités engagées par les différents secteurs.

Les échanges ont mis en évidence la nécessité de renforcer la coordination opérationnelle et d'améliorer la circulation de l'information afin de garantir une mise en œuvre harmonieuse des actions prévues. Les participants ont insisté sur l'importance d'une collaboration plus étroite entre les institutions membres pour accroître l'efficacité des interventions sur le terrain.

## Une évaluation approfondie des progrès réalisés

La session du 26 juin 2026, troisième réunion statutaire de l'année, a été consacrée à une revue détaillée des activités conduites depuis le début de l'exercice. À l'ouverture des travaux, le Secrétaire Permanent, Dr Yao Mark Alain Kouadio, a rappelé le rôle stratégique de ces rencontres périodiques dans le suivi des décisions prises et la cohérence des interventions multisectorielles.

Les participants ont passé en revue les résultats obtenus avec l'appui des partenaires techniques et financiers et identifié les défis persistants, notamment en matière de communication intersectorielle, de suivi des activités et d'harmonisation des mécanismes de rapportage.

À l'issue des travaux, plusieurs recommandations ont été formulées afin de renforcer le suivi des décisions adoptées, d'améliorer la transmission des rapports sectoriels, de poursuivre l'harmonisation des outils de coordination et de consolider les mécanismes de collaboration entre les institutions membres.

## Une dynamique de collaboration durable

En clôture de la réunion de juin, le Secrétaire Permanent a salué la qualité des échanges et l'engagement des participants, les invitant à maintenir cette dynamique de collaboration au service du renforcement de la sécurité sanitaire nationale.

À travers ces trois réunions successives, la PLUSS-CI confirme sa volonté de consolider une gouvernance multisectorielle efficace, fondée sur la concertation, le suivi régulier des actions et la mobilisation de l'ensemble des parties prenantes. Cette démarche contribue au renforcement durable des capacités nationales de prévention, de détection et de réponse aux menaces sanitaires, conformément aux principes de l'approche « Une seule Santé ».

RÉDACTION : SERVICE COMMUNICATION — PLUSS-CI

# REGLEMENT SANITAIRE INTERNATIONAL : la Côte d'Ivoire renforce son cadre juridique



*La Côte d'Ivoire franchit une nouvelle étape dans le renforcement de sa sécurité sanitaire. Les principaux acteurs des secteurs de la santé humaine, animale, végétale et environnementale ont validé la cartographie du cadre juridique de mise en œuvre du Règlement Sanitaire International (RSI).*

Du 30 mars au 2 avril 2026, l'Hôtel La Prunelle de Jacqueville a accueilli l'atelier de validation du rapport de cartographie et d'analyse du cadre juridique relatif à la mise en œuvre du Règlement Sanitaire International (RSI 2005) en Côte d'Ivoire. Cette rencontre marque une étape importante dans les efforts engagés par le pays pour consolider son dispositif de sécurité sanitaire et renforcer ses capacités de préparation et de réponse face aux menaces sanitaires émergentes.

Adopté par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), le RSI (2005) est un instrument juridique international contraignant qui vise à renforcer la coopération entre les États afin de prévenir, détecter et gérer les urgences de santé publique susceptibles de dépasser les frontières nationales. Dans cette dynamique, la Côte d'Ivoire poursuit l'adaptation de son cadre réglementaire afin de répondre pleinement aux exigences internationales en matière de surveillance, de prévention et de gestion des risques sanitaires.

## Une cartographie juridique pour combler les insuffisances identifiées

L'Évaluation Externe Conjointe (Joint External Evaluation – JEE), réalisée en décembre 2023, avait mis en évidence des avancées notables dans la mise en œuvre du RSI. Elle avait toutefois révélé une faiblesse majeure : l'absence d'une cartographie exhaustive des textes législatifs et réglementaires encadrant son application. Cette insuffisance avait conduit à l'attribution d'un score de 1 sur 5 pour cet indicateur.

Afin de combler cette lacune, une mission de consultance, financée par le partenaire Resolve to Save Lives (RTSL), a été conduite pour identifier, analyser et répertorier l'ensemble des

instruments juridiques en lien avec les 19 domaines techniques du RSI. Le rapport issu de cette mission a ensuite été soumis à l'examen et à la validation des experts nationaux.

Pendant trois jours, les participants ont passé en revue les différents textes législatifs et réglementaires afin d'évaluer leur conformité aux exigences du RSI, d'identifier les éventuelles insuffisances et de formuler des propositions de réformes ou d'harmonisation du cadre juridique national.

L'atelier a réuni plusieurs institutions stratégiques membres de la Plateforme Nationale Une Seule Santé de Côte d'Ivoire (PLUSS-CI), notamment l'Institut National d'Hygiène Publique (INHP), la Direction des Services Vétérinaires et du Bien-être Animal (DSVBA), le Centre Ivoirien Antipollution (CIAPOL), l'Autorité de Radioprotection et de Sécurité Nucléaire (ARSN), l'Institut Pasteur de Côte d'Ivoire, le Laboratoire National d'Appui au Développement Agricole (LANADA) ainsi que le Laboratoire National de Santé Publique (LNSP).

Les partenaires techniques et financiers ont également pris part aux travaux, notamment Resolve to Save Lives (RTSL), la Croix-Rouge de Côte d'Ivoire, ACONDA VS et Jhpiego, témoignant de leur engagement aux côtés des autorités ivoiriennes pour le renforcement durable de la sécurité sanitaire.

À travers la validation de cette cartographie juridique, la Côte d'Ivoire se dote d'un outil stratégique pour améliorer la gouvernance de la sécurité sanitaire, renforcer la coordination entre les secteurs concernés et assurer une meilleure conformité aux exigences du Règlement Sanitaire International.

Cette initiative s'inscrit pleinement dans l'approche « Une Seule Santé », qui reconnaît l'interdépendance entre la santé humaine, la santé animale, la santé végétale et la santé des écosystèmes. Elle contribuera à consolider la résilience du pays face aux futures crises sanitaires et à garantir une réponse plus rapide, plus coordonnée et plus efficace aux menaces émergentes.

EDWIGE SÉKA — PLUS-CI

# PLUSS-CI : un siège permanent pour renforcer la coordination

*Depuis le 1er avril 2025, la PLUSS-CI dispose d'un siège permanent à Cocody, fruit d'un partenariat entre l'État de Côte d'Ivoire et la Banque mondiale.*

Situé au carrefour Duncan, 178, rue Kakou André Martin Brou, à Cocody, ce nouveau cadre de travail, mis à disposition par l'État de Côte d'Ivoire avec l'appui financier de la Banque mondiale, constitue une avancée significative pour le renforcement de la coordination nationale de l'approche « Une Seule Santé ».

Placée sous la tutelle du Cabinet du Premier Ministre, Chef du Gouvernement, la PLUSS-CI est l'organe stratégique chargé de coordonner les actions des secteurs de la santé humaine, de la santé animale, de la santé végétale et de l'environnement afin de prévenir, détecter et gérer les risques sanitaires à l'interface Homme-Animal-Environnement. L'acquisition d'un siège permanent renforce la visibilité de l'institution, tout en consolidant sa crédibilité auprès des partenaires nationaux et internationaux.

Pour la Coordinatrice de la PLUSS-CI, le Dr Ouattara N'gnôh Djénéba, cette nouvelle infrastructure revêt une portée à la fois symbolique et stratégique. « Ce siège est bien plus qu'un bâtiment. Il donne à la PLUSS-CI un ancrage institutionnel visible et permanent, à la hauteur de la mission qui nous est confiée : fédérer les acteurs, orienter les politiques et renforcer durablement la sécurité sanitaire de notre pays selon l'approche Une Seule Santé. Il est aussi le symbole d'une volonté politique forte et d'un partenariat fructueux avec la Banque mondiale », a-t-elle souligné.

## Un outil moderne au service de la coordination multisectorielle

Érigé sur une superficie de 500 m<sup>2</sup>, le bâtiment comprend quatorze bureaux et espaces fonctionnels destinés à accueillir le personnel permanent ainsi que les différentes parties prenantes impliquées dans les activités de la Plateforme. Deux salles de réunion ont été aménagées pour les sessions de coordination, les travaux des comités techniques et les rencontres avec les partenaires techniques et financiers.

Le siège dispose également d'espaces extérieurs adaptés à l'organisation d'activités de plus grande envergure ainsi que d'un parking pouvant accueillir jusqu'à douze véhicules, facilitant l'accueil des délégations nationales et internationales.

Cette réalisation est le fruit d'une collaboration entre l'État de Côte d'Ivoire et la Banque mondiale, à travers l'Unité de Coordination des Projets Banque mondiale (UCP-BM). Au-delà de son volet infrastructurel, elle traduit la volonté des autorités ivoiriennes de doter la PLUSS-CI des moyens nécessaires à l'exercice de ses missions de coordination, de concertation et de gouvernance sanitaire.

Trois mois seulement après son ouverture, le siège avait déjà accueilli plusieurs réunions de coordination multisectorielle, ainsi que des rencontres avec les points focaux régionaux. Des résultats encourageants qui illustrent le rôle central que la PLUSS-CI entend jouer dans le renforcement de la sécurité sanitaire et de la gestion intégrée des risques en Côte d'Ivoire.

RÉDACTION — SERVICE COMMUNICATION, PLUSS-CI

**500 m<sup>2</sup>**

superficie

**14**

bureaux

**2**

salles de réunion

## CONTACT

secretariat@pluss.ci · +225 07 00 00 67 61

# Les experts dévoilent les coulisses de la gestion des alertes sanitaires en Côte d'Ivoire

*Comment la Côte d'Ivoire organise-t-elle sa riposte lorsqu'une menace sanitaire apparaît ? C'est à cette question qu'ont répondu les principaux acteurs de la santé humaine, animale et environnementale lors d'une conférence interactive organisée par la PLUSS-CI, à l'occasion du One Health Summit 2026.*

Organisée le jeudi 16 avril 2026 en présentiel et en ligne, cette conférence s'est articulée autour du thème : « De l'alerte à la coordination : comment One Health s'organise réellement quand une alerte survient ».

L'événement a réuni plusieurs experts de premier plan représentant les principaux piliers de l'approche « Une Seule Santé ». Parmi eux figuraient le Dr Koko Konan Regina, spécialiste en santé publique et consultante GHSA à la PLUSS-CI, le Dr Coulibaly Daouda, Directeur scientifique et des prestations de l'Institut national d'hygiène publique (INHP), le Pr Bernard Ossey Yapo, Directeur du Centre ivoirien antipollution (CIAPOL), le Dr Kallo Vessaly, Directeur des Services vétérinaires et du Bien-être animal (DSVBA), ainsi que le Pr Adjogoua Edgar Valery, Chef du Département des virus épidémiques à l'Institut Pasteur de Côte d'Ivoire (IPCI).

À travers leurs interventions, les panélistes ont présenté les dispositifs de veille, de détection précoce, d'alerte et de réponse déployés dans leurs secteurs respectifs. Ils ont également expliqué comment les différents services collaborent pour assurer une gestion coordonnée des urgences sanitaires, depuis la détection d'un événement jusqu'à la mise en œuvre des mesures de riposte.

## Une coordination multisectorielle au cœur de la réponse aux crises

Les échanges ont mis en évidence le rôle déterminant de l'approche « Une Seule Santé », qui favorise une collaboration étroite entre les secteurs de la santé humaine, de la santé animale et de l'environnement afin d'anticiper et de gérer plus efficacement les menaces sanitaires émergentes.

Les experts ont salué les progrès accomplis ces dernières années dans le renforcement de la sécurité sanitaire nationale. Ils ont toutefois souligné plusieurs défis majeurs, notamment l'amélioration de la coordination intersectorielle, l'accélération du partage des informations, le renforcement des capacités techniques des acteurs et la consolidation des mécanismes de surveillance.

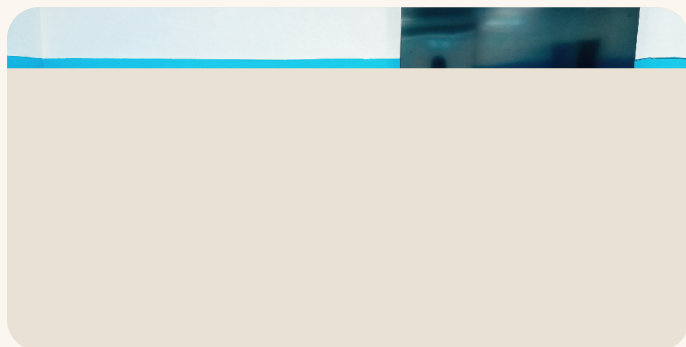
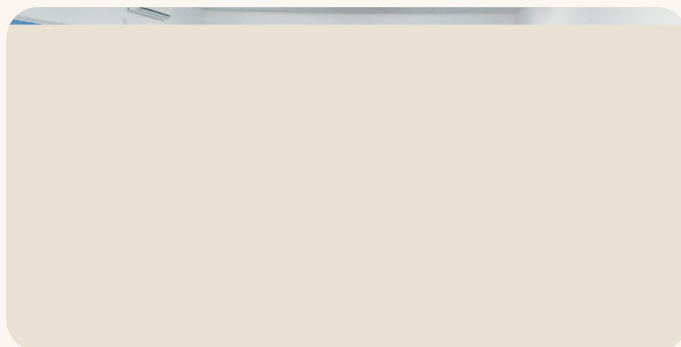
Les réflexions menées avec les participants ont permis d'identifier plusieurs pistes d'amélioration, parmi lesquelles l'harmonisation des protocoles d'intervention, le développement d'outils de communication plus performants et le renforcement des cadres permanents de concertation entre les institutions impliquées dans la gestion des alertes sanitaires.

Au-delà du partage d'expériences, cette conférence interactive a illustré la valeur ajoutée de l'approche « Une Seule Santé » dans la prévention, la détection précoce et la gestion des crises sanitaires. Elle témoigne de l'engagement de la Plateforme Une Seule Santé Côte d'Ivoire à promouvoir une gouvernance sanitaire intégrée, fondée sur la collaboration entre les secteurs, afin de mieux protéger la santé des populations, des animaux et des écosystèmes.

RÉDACTION — SERVICE COMMUNICATION, PLUSS-CI

# SANTÉ HUMAINE : Sud-Comoé

## : un exercice de simulation pour renforcer la préparation aux épidémies



*Pendant cinq jours, les acteurs de la santé publique de la région du Sud-Comoé ont été plongés dans un exercice grandeur nature simulant l'émergence et la propagation d'une maladie zoonotique à potentiel épidémique. L'objectif : tester les capacités opérationnelles du COUSP-R, renforcer la coordination multisectorielle et améliorer la préparation face aux futures crises sanitaires.*

Du 8 au 12 juin 2026, la région sanitaire du Sud-Comoé a organisé un exercice de simulation (SIMEX) destiné à évaluer et à renforcer les capacités de réponse de son Centre des Opérations d'Urgence de Santé Publique Régional (COUSP-R). À travers un scénario réaliste, les participants ont été confrontés à la gestion d'une maladie zoonotique présentant un fort potentiel épidémique, les plaçant dans des conditions proches d'une situation d'urgence réelle.

Au fil de l'exercice, les équipes ont dû relever des défis de plus en plus complexes. Elles ont notamment été amenées à gérer des informations incomplètes, assurer le suivi des cas contacts, prendre en compte une confirmation biologique simulée, informer les autorités administratives et faire face à la propagation de rumeurs ainsi qu'à la désinformation diffusée sur les réseaux sociaux.

Le scénario s'est progressivement intensifié avec l'extension géographique de l'épidémie, la multiplication des cas, l'apparition de nouveaux foyers de transmission et une pression croissante des autorités locales. Cette montée en puissance a permis de tester les mécanismes de coordination, d'analyse, de prise de décision et de communication sur les risques, tout en renforçant la collaboration entre les secteurs de la santé humaine, de la santé animale, de la sécurité et de l'administration territoriale.

### Une préparation renforcée pour mieux anticiper les crises

Au-delà de la gestion immédiate de l'épidémie simulée, les participants ont travaillé sur plusieurs dimensions stratégiques, notamment l'anticipation d'une saturation du système de santé, le déploiement d'équipes d'intervention rapide et la définition d'une stratégie de sortie de crise, incluant les critères permettant de déclarer officiellement la fin de l'épidémie.

La dernière journée a été consacrée à un débriefing réunissant les membres du COUSP-R, les facilitateurs et les évaluateurs. Les échanges ont porté sur l'utilisation de l'approche 7-1-7, les mécanismes d'activation du centre ainsi que les procédures de notification des zoonoses. Tout en saluant l'engagement et le professionnalisme des participants, les évaluateurs ont recommandé de renforcer les capacités d'analyse des données, d'améliorer la maîtrise des outils existants et d'accroître l'implication des différents acteurs dans le fonctionnement du COUSP-R.

Parmi les principales recommandations figurent la poursuite du renforcement des compétences des membres, l'organisation régulière d'exercices de simulation, l'élaboration d'un organigramme standard du COUSP-R ainsi que la conception d'un guide pratique consacré à la préparation et à la conduite des simulations.

À travers cet exercice, la région du Sud-Comoé consolide son dispositif de préparation et de riposte face aux urgences de santé publique. Cette initiative contribue à renforcer les compétences des acteurs, à améliorer la coordination multisectorielle et à accroître la résilience du système sanitaire régional face aux menaces épidémiques, conformément à l'approche « Une Seule Santé ».

RÉDACTION — SERVICE COMMUNICATION, PLUS-CI

# Le CIAPOL installe son équipe « Une Seule Santé » pour mieux protéger les populations

*Le Centre Ivoirien Antipollution (CIAPOL) renforce son dispositif de prévention des risques sanitaires et environnementaux. Le 10 février 2026, l'institution a officiellement installé son Équipe « Une Seule Santé » (One Health).*

Face aux défis croissants que représentent la pollution, les changements environnementaux et l'émergence de nouvelles menaces sanitaires, le CIAPOL mise sur une approche intégrée associant santé humaine, santé animale et santé des écosystèmes.

La cérémonie d'installation, organisée au siège du CIAPOL à Bonoumin, s'est déroulée sous la présidence du Directeur de l'institution, le Professeur Bernard Ossey Yapo. Cette équipe multidisciplinaire aura pour mission de renforcer les capacités du Centre à détecter, anticiper et gérer les risques environnementaux susceptibles d'avoir des conséquences directes sur la santé des populations.

« La santé humaine est indissociable de l'état de l'environnement », a rappelé le Professeur Bernard Ossey Yapo, soulignant que cette conviction guide depuis plusieurs années les actions du CIAPOL en matière de lutte contre les pollutions et les nuisances environnementales.

## Une surveillance environnementale au service de la santé publique

Chaque jour, le CIAPOL assure une veille permanente sur la qualité de l'air, notamment dans les zones urbaines et industrielles. Cette surveillance permet d'identifier les polluants atmosphériques susceptibles de provoquer ou d'aggraver des pathologies respiratoires telles que l'asthme ou les bronchites chroniques. Les données collectées constituent une aide précieuse pour orienter les politiques publiques et promouvoir des pratiques plus respectueuses de l'environnement.

L'institution intervient également dans le contrôle de la qualité des ressources en eau. Des eaux de surface aux nappes souterraines, en passant par le milieu marin, le CIAPOL

identifie les sources de pollution et accompagne la mise en œuvre de mesures correctives afin de prévenir les maladies d'origine hydrique et de préserver les écosystèmes.

Autre mission essentielle : la gestion des urgences environnementales. En cas de déversement d'hydrocarbures, de pollution industrielle accidentelle ou d'incident impliquant des substances dangereuses, le Centre coordonne les interventions techniques, évalue les impacts et met en œuvre les mesures nécessaires pour limiter les conséquences sur les populations et les milieux naturels.

## Une approche intégrée pour anticiper les risques de demain

Pour le Professeur Bernard Ossey Yapo, la création de l'Équipe « Une Seule Santé » vient consolider ce dispositif en favorisant une collaboration plus étroite entre les acteurs des secteurs de la santé, de l'environnement et des autres institutions concernées.

« Renforcer la veille environnementale, c'est renforcer la protection de la santé des populations », a-t-il affirmé, invitant les membres de cette nouvelle équipe à développer une coopération efficace entre les partenaires publics et privés engagés dans la prévention et la gestion des risques sanitaires et environnementaux.

Au-delà de la surveillance technique, l'Équipe « Une Seule Santé » aura également pour mission d'intensifier les actions de sensibilisation auprès des collectivités territoriales, des entreprises et des citoyens. L'objectif est de promouvoir des comportements responsables, de préserver durablement les ressources naturelles et de réduire les risques sanitaires liés à la dégradation de l'environnement.

À travers cette initiative, le CIAPOL confirme son rôle d'acteur de référence dans la prévention des risques environnementaux et sanitaires en Côte d'Ivoire. En protégeant la qualité de l'air, de l'eau et des écosystèmes, l'institution contribue directement à la préservation de la santé des populations et au bien-être des générations présentes et futures.

RÉDACTION — SERVICE COMMUNICATION, PLUS-CI

## SANTÉ ANIMALE : Une campagne de vaccination contre la rage cible plus de 20 000 animaux dans le Gbêkê

*Face à la recrudescence des cas de rage animale et humaine dans la région du Gbêkê, le Gouvernement ivoirien passe à l'offensive. Le 5 mai 2026, à Bouaké, le ministère des Ressources animales et halieutiques (MIRAH) a lancé une vaste campagne gratuite de vaccination animale.*

Plus de 20 000 animaux domestiques sont ciblés dans les départements de Bouaké, Béoumi, Botro et Sakassou afin de freiner la propagation de cette zoonose mortelle et de renforcer l'approche « Une Seule Santé ».

La cérémonie officielle de lancement s'est tenue dans la salle de conférence de la Préfecture de Bouaké, sous la présidence du Secrétaire général de préfecture, représentant le Préfet de région, Préfet du département de Bouaké. Plus de 120 participants ont pris part à cette rencontre, parmi lesquels des autorités administratives, des services techniques, des chefs de communautés, des guides religieux, des représentants des femmes et des jeunes, ainsi que des organisations de la société civile.

La forte mobilisation des étudiants de l'Institut national de formation des agents de santé (INFAS) et des élèves du Lycée technique de Bouaké a également marqué l'événement, illustrant l'engagement de la jeunesse dans la prévention des risques sanitaires.

Après le mot de bienvenue du maire de Bouaké, les participants ont suivi la projection d'un film institutionnel mettant en lumière les actions menées par le Gouvernement ivoirien, avec l'appui de ses partenaires techniques et financiers, pour lutter contre la rage sur l'ensemble du territoire national.

### Une campagne d'envergure pour contenir une maladie toujours mortelle

Les échanges ont permis de rappeler que la rage demeure un enjeu majeur de santé publique en Côte d'Ivoire. Plusieurs cas récents de rage animale ont été enregistrés dans les quartiers de Kambonoukro,

Amanibo 2, Houphouët-Ville et Air France 2, à Bouaké. Les autorités ont également évoqué le décès d'un enfant à Béoumi, victime de cette maladie pourtant évitable.

Dans son intervention, le représentant du Préfet de région a indiqué qu'environ vingt décès humains liés à la rage sont officiellement recensés chaque année en Côte d'Ivoire. Un chiffre qui, selon les estimations scientifiques, serait largement inférieur à la réalité en raison de cas non déclarés. Il a ainsi appelé à une mobilisation de tous les acteurs afin de renforcer la prévention, la sensibilisation et la vaccination des animaux.

La campagne prévoit la vaccination gratuite de plus de 20 000 animaux domestiques, notamment les chiens, les chats, les singes et d'autres animaux de compagnie. Des postes fixes de vaccination ont été installés dans les différentes localités concernées et accueilleront les propriétaires d'animaux de 8 heures à 17 heures.

### L'approche « Une Seule Santé » au cœur de la riposte

En complément des vaccinations, des équipes mobiles seront déployées pour conduire des opérations de capture-vaccination-relâche des chiens errants, identifiés comme l'un des principaux réservoirs et vecteurs de transmission du virus rabique.

La cérémonie a pris fin par une remise symbolique de matériel au Directeur régional du MIRAH du Gbêkê, suivie d'une démonstration de vaccination animale devant les autorités, les participants et les médias.

À travers cette campagne, le Gouvernement ivoirien réaffirme sa détermination à faire de la lutte contre la rage une priorité nationale. En associant les secteurs de la santé humaine, de la santé animale et de l'environnement, cette initiative s'inscrit pleinement dans l'approche « Une Seule Santé », qui privilégie une réponse concertée et durable face aux maladies transmissibles entre l'animal et l'homme.

Au-delà de la vaccination, cette opération traduit la volonté des autorités de renforcer la prévention, de protéger les populations et de réduire durablement l'impact de la rage en Côte d'Ivoire.

**20 000+** animaux ciblés

**4** départements : Bouaké, Béoumi, Botro, Sakassou

**≈20** décès humains recensés chaque année

## SANTÉ VÉGÉTALE : culture du manioc : la Côte d'Ivoire renforce la vigilance face à la mosaïque du manioc

*La découverte de la souche ougandaise du virus de la mosaïque du manioc (EACMV-Ug), considérée comme l'une des plus agressives au monde, dans l'ouest de la Côte d'Ivoire fait peser une lourde menace sur la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance de millions de producteurs.*

La filière manioc ivoirienne est confrontée à une menace sanitaire majeure. Des analyses moléculaires réalisées par le Laboratoire d'Innovation pour la Santé des Plantes (LISP) de l'Université Félix Houphouët-Boigny ont confirmé la présence de la souche ougandaise du virus de la mosaïque du manioc (EACMV-Ug) dans plusieurs localités de l'ouest du pays, notamment dans les zones frontalières avec le Libéria et la Guinée.

Cette découverte suscite une vive préoccupation parmi les acteurs du monde agricole. Réputée pour sa forte virulence, cette variante du virus se transmet principalement par les mouches blanches (*Bemisia tabaci*) et par l'utilisation de boutures infectées. Sa propagation rapide peut entraîner une baisse drastique des rendements, compromettant durablement la production de manioc.

Les précédents observés en Afrique témoignent de l'ampleur du danger. Dans les années 1990, l'Ouganda a connu une épidémie dévastatrice qui a fait chuter sa production de manioc de 3,5 millions de tonnes à seulement 500 000 tonnes. Cette crise a provoqué des pertes économiques estimées à plus de 36 milliards de francs CFA par an et aggravé l'insécurité alimentaire dans plusieurs pays d'Afrique de l'Est.

Depuis, le virus n'a cessé de progresser sur le continent. Signalé au Burkina Faso en 2009, puis détecté en Sierra Leone en 2022 et en Guinée en 2023, son apparition en Côte d'Ivoire marque une nouvelle étape dans son expansion vers les principaux bassins de production de manioc d'Afrique de l'Ouest.

### Une mobilisation nationale pour freiner la propagation du virus

Face à cette menace, la Direction générale des Productions vivrières et de la Sécurité alimentaire (DGPSA), en collaboration avec le Laboratoire d'Innovation pour la Santé des Plantes (LISP) et les principaux acteurs de la filière, a engagé plusieurs concertations afin d'évaluer les risques et de définir les mesures de riposte les plus adaptées.

Une note d'information a été diffusée à l'intention des producteurs, des organisations professionnelles agricoles et des structures techniques afin de renforcer la vigilance sur le terrain et d'encourager le signalement rapide des cas suspects.

De son côté, la Direction de la Protection des Végétaux, du Contrôle et de la Qualité (DPVCQ) recommande la conduite d'une prospection phytosanitaire à l'échelle nationale afin d'évaluer l'étendue de la contamination. Elle préconise également la suspension temporaire du transport de boutures de manioc en provenance des zones infectées vers les autres régions du pays, ainsi que le renforcement des campagnes de sensibilisation auprès des producteurs.

### Une riposte coordonnée pour protéger une filière stratégique

Les autorités envisagent par ailleurs de rendre pleinement opérationnels les Comités départementaux de veille phytosanitaire et d'alerte précoce afin d'assurer une surveillance renforcée du territoire et une détection rapide de tout nouveau foyer d'infection.

Au regard des risques encourus, les experts recommandent que cette situation soit classée comme une alerte phytosanitaire de niveau 1. Ils plaident également pour la mise en place d'un Comité national de crise phytosanitaire réunissant les institutions techniques, scientifiques et administratives concernées, ainsi que pour la mobilisation de ressources financières exceptionnelles destinées à soutenir le plan national de riposte.

Culture vivrière stratégique, le manioc constitue un pilier de l'alimentation des populations ivoiriennes et une source essentielle de revenus pour des millions de producteurs. La maîtrise de cette menace représente donc un enjeu majeur pour la sécurité alimentaire nationale, la stabilité économique des ménages ruraux et la résilience du secteur agricole.

Pour les spécialistes, seule une réponse rapide, coordonnée et fondée sur l'approche « Une Seule Santé » permettra de contenir la propagation de ce virus et de préserver durablement l'une des cultures les plus importantes de la Côte d'Ivoire.

**ROSE KOUASSI — CHARGÉE DE LA SANTÉ VÉGÉTALE, PLUS-  
CI · INGÉNIEUR AGRONOME, SOUS-DIRECTRICE À LA  
DPVCQ/MINADER-PV**

# Le ministère mobilise les communautés du Bafing et du Tonkpi pour une cohabitation pacifique avec les éléphants

*Face à la recrudescence des conflits entre les éléphants et les populations rurales, le ministère des Eaux et Forêts intensifie ses actions de proximité. Du 24 au 28 mars 2026, une vaste campagne de sensibilisation et de formation a été menée dans les régions du Bafing et du Tonkpi.*

À travers la Direction de la Faune et des Ressources Cynégétiques (DFRC), le ministère des Eaux et Forêts a déployé une mission de terrain dans plusieurs localités des deux régions. Conduite par le capitaine Kouman David, l'équipe s'est successivement rendue à Touba, Gouékan, Founbesso, Gaba et Binkadi.

Au cours de cette tournée, des séances de sensibilisation ont permis d'informer les populations sur l'importance de la conservation des éléphants et sur leur rôle dans le maintien des équilibres écologiques. En parallèle, des formations pratiques ont été dispensées afin de faire connaître aux communautés des techniques de refoulement passif, destinées à éloigner les pachydermes des exploitations agricoles sans leur porter atteinte.

Les différentes rencontres ont mobilisé les autorités administratives, les leaders communautaires et les populations locales, offrant un espace de dialogue autour des dégâts causés par les éléphants aux cultures et des solutions susceptibles de réduire durablement les conflits entre l'homme et la faune sauvage.

## Sensibiliser pour protéger les populations et préserver la biodiversité

À cette occasion, les responsables du ministère ont rappelé que l'éléphant bénéficie d'un statut d'espèce intégralement protégée en Côte d'Ivoire et ont sensibilisé les participants aux sanctions prévues par la loi en cas d'atteinte à cette espèce menacée.

Les échanges ont également mis en évidence les causes profondes de la multiplication des conflits homme-faune, notamment la réduction progressive des habitats naturels sous l'effet de l'expansion des activités humaines. Les communautés ont ainsi été invitées à préserver les zones de déplacement des éléphants et à adopter des pratiques favorisant une cohabitation pacifique avec la faune sauvage.

Les formations ont porté sur des méthodes simples, efficaces et respectueuses de la biodiversité permettant de limiter les incursions des éléphants dans les champs tout en garantissant la sécurité des populations et la protection des cultures.

À travers cette campagne, le ministère des Eaux et Forêts réaffirme son engagement en faveur de la conservation durable de la biodiversité et de la protection des espèces menacées. Il a également salué l'appui du projet « INL » de Born Free USA, partenaire engagé aux côtés de la Côte d'Ivoire pour promouvoir une coexistence durable entre les communautés riveraines et les éléphants.

RÉDACTION — SERVICE COMMUNICATION, PLUS-CI

### MISSION

Touba · Gouékan · Founbesso ·  
Gaba · Binkadi

### TECHNIQUE

Refoulement passif, sans atteinte  
aux animaux

### PARTENAIRE

Projet « INL » de Born Free USA

# La Côte d'Ivoire opérationnalise un mécanisme clé de surveillance intégrée

*Les 30 et 31 mars 2026, les acteurs des secteurs de la santé humaine, animale, environnementale et végétale ont procédé à la mise en place du Groupe Technique de Travail sur la Surveillance et la Notification (GTT-SN).*

Ce mécanisme stratégique est destiné à améliorer la détection précoce des menaces sanitaires, le partage des données et la coordination des réponses dans le cadre de l'approche « Une Seule Santé ».

Organisé à l'Hôtel Silver Moon d'Abidjan par la Plateforme Nationale Une Seule Santé (PLUSS-CI), avec l'appui de Jhpiego à travers le mécanisme RISE-GHS, cet atelier a réuni des représentants des secteurs de la santé humaine, de la santé animale, de l'environnement, de l'agriculture, des eaux et forêts, de la recherche scientifique, de la société civile ainsi que des partenaires techniques et financiers.

L'objectif était de renforcer la coordination multisectorielle afin d'améliorer la surveillance et la notification des événements sanitaires survenant à l'interface homme-animal-environnement. Cette approche intégrée constitue aujourd'hui l'un des principaux leviers de prévention et de gestion des risques sanitaires émergents.

Au cours des deux journées de travaux, plusieurs communications techniques ont permis aux participants de mieux s'approprier le fonctionnement de la Plateforme Nationale Une Seule Santé, les missions du GTT-SN ainsi que les principales recommandations issues des évaluations internationales du système national de surveillance sanitaire. Ces présentations ont notamment été assurées par le Dr Léa Silué Yassoungo, chargée de programme Planification à la PLUSS-CI, et le Dr Zanan Coulibaly, de la Direction des Services vétérinaires et du Bien-être animal (DSVBA).

L'un des temps forts de l'atelier a été l'installation officielle du bureau du Groupe Technique de Travail sur la Surveillance et la Notification. À l'issue du processus électif, le Dr Kallo Vessaly a été élu président du GTT-SN, tandis que la Direction générale de la Santé (DGS) a été désignée pour assurer le secrétariat du groupe.

## Une feuille de route pour renforcer la surveillance multisectorielle

Les travaux ont également permis d'élaborer le plan d'action du GTT-SN pour l'année 2026. Cette feuille de route définit plusieurs priorités stratégiques, notamment le renforcement de la gouvernance et de la coordination intersectorielle, l'interconnexion des bases de données des différents secteurs, l'amélioration du rapportage et de la notification des événements sanitaires, le développement de la surveillance communautaire, le renforcement des capacités des acteurs ainsi que la consolidation du système national de laboratoires.

À travers l'opérationnalisation du GTT-SN, la Plateforme Nationale Une Seule Santé réaffirme son engagement en faveur d'un système de surveillance intégré, fondé sur le partage de l'information, la collaboration entre les secteurs et l'anticipation des risques sanitaires.

Cette avancée majeure contribuera à renforcer durablement la sécurité sanitaire de la Côte d'Ivoire, en améliorant sa capacité à prévenir, détecter et répondre efficacement aux menaces sanitaires émergentes, dans l'esprit de l'approche « Une Seule Santé ».

DR LÉA SILUÉ YASSOUNGO — PLATEFORME NATIONALE UNE SEULE SANTÉ (PLUSS-CI)

# Le GTT-CREC relance ses activités

*Après une période de ralentissement, le Groupe Technique de Travail Communication sur les Risques et Engagement Communautaire (GTT-CREC) amorce un nouveau départ. Réunis le 9 juin 2026 à Abidjan, ses membres ont dressé le bilan des acquis, identifié les défis à relever et défini les priorités stratégiques pour le second semestre.*

La salle Innovation de l'UNICEF a accueilli la première réunion du GTT-CREC au titre de l'année 2026. Présidée par Mme Koné Karidja, vice-présidente du groupe, cette rencontre a réuni les principaux acteurs impliqués dans la communication sur les risques et l'engagement communautaire.

Cette session de travail visait à redynamiser les activités du groupe, dont le fonctionnement avait été ralenti par une phase de réorganisation interne et le retrait de certains partenaires techniques et financiers. Les échanges ont également porté sur le renforcement de la gouvernance du GTT-CREC, à travers l'actualisation de sa composition, la création de commissions techniques spécialisées et la définition de nouvelles orientations stratégiques destinées à améliorer la coordination des interventions.

Les participants ont salué les progrès réalisés ces dernières années, notamment l'élaboration de plusieurs outils stratégiques et supports de communication, ainsi que la mise en place d'un dispositif de gestion des rumeurs visant à lutter contre la désinformation en matière de santé publique.

## Cap sur une meilleure coordination face aux urgences sanitaires

Malgré ces acquis, plusieurs défis restent à relever. Les membres du GTT-CREC ont insisté sur la nécessité de renforcer le financement des activités de communication sur les risques et d'engagement communautaire, d'accélérer

l'installation des groupes techniques aux niveaux régional et départemental, d'améliorer la gestion de l'infodémie et d'accroître la participation des communautés aux mécanismes de prévention et de riposte.

En lien avec l'actualité sanitaire sur le continent africain, la réunion a également été marquée par un briefing consacré à la maladie à virus Ebola. Cette présentation a permis de rappeler les modes de transmission, les principaux signes cliniques et les facteurs de risque, tout en soulignant l'importance de maintenir un niveau élevé de vigilance.

Les participants ont été informés des mesures prises par les autorités ivoiriennes pour renforcer la préparation nationale, notamment le contrôle sanitaire aux points d'entrée du territoire, la mise en place d'un comité interministériel, le renforcement de la surveillance des voyageurs et l'aménagement d'un espace dédié à la prise en charge d'éventuels cas suspects. Les responsables ont toutefois rassuré l'assistance en précisant qu'aucun cas d'Ebola n'avait été enregistré en Côte d'Ivoire à ce jour.

La rencontre a également permis de présenter le Plan de Travail Annuel Budgétisé (PTAB), qui fixe les activités prioritaires à mettre en œuvre au cours du second semestre 2026 afin de renforcer l'efficacité du dispositif national de communication sur les risques et d'engagement communautaire.

Cette première réunion de l'année a bénéficié du cofinancement de la Plateforme Une Seule Santé Côte d'Ivoire (PLUSS-CI) et de l'UNICEF, illustrant l'engagement des partenaires à soutenir le renforcement de la préparation, de la coordination et de la réponse aux urgences sanitaires dans le pays.

EDWIGE SÉKA — PLUS-CCI

## RESISTANCE AUX ANTIMICROBIENS : le GTT-RAM accélère la mise en œuvre du plan d'action national

*Avec l'assistance technique de FHI 360, à travers le projet EpiC, et le financement du Gouvernement des États-Unis, le Groupe Technique de Travail sur la Résistance aux Antimicrobiens (GTT-RAM) intensifie ses actions pour renforcer la lutte contre la résistance aux antimicrobiens (RAM) en Côte d'Ivoire.*

Entre le lancement de l'évaluation du Plan d'action national (PAN-RAM) et l'harmonisation des outils de collecte des données dans le DHIS2, deux avancées majeures ont marqué cette période.

Le mois de mai 2026 a marqué une étape importante avec le lancement officiel du processus d'évaluation du Plan d'action national de lutte contre la résistance aux antimicrobiens (PAN-RAM). Cette démarche vise à mesurer les progrès accomplis depuis sa mise en œuvre, à identifier les défis persistants et à formuler des recommandations pour renforcer l'efficacité des interventions engagées.

L'évaluation s'est déroulée en deux phases complémentaires. La première a consisté en un atelier de formation consacré aux outils et méthodes d'évaluation. Destinée aux membres du GTT-RAM ainsi qu'aux évaluateurs mobilisés pour l'exercice, cette session a permis de renforcer les capacités techniques des participants et d'harmoniser les approches méthodologiques.

La seconde phase a été consacrée à une mission de terrain menée dans plusieurs régions et structures concernées. Cette étape a permis de collecter des données, d'observer les pratiques en cours et d'apprécier le niveau réel de mise en œuvre du PAN-RAM dans les différents secteurs impliqués.

### Vers une meilleure gestion des données RAM dans le DHIS2

Parallèlement à cette évaluation, le GTT-RAM a engagé une action stratégique visant à renforcer la gestion des données relatives à la résistance aux antimicrobiens. Il s'agit de l'harmonisation des outils de collecte et de saisie des indicateurs RAM au sein du Système national d'information sanitaire, à travers la plateforme DHIS2.

Dans cette dynamique, un atelier technique de rédaction des outils s'est tenu en juin 2026. Le processus se poursuivra prochainement avec un atelier de validation, étape indispensable avant leur intégration et leur déploiement effectif à l'échelle nationale.

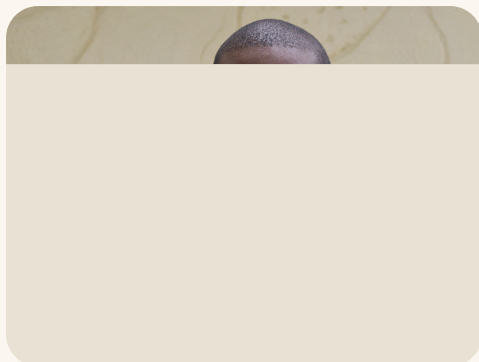
L'harmonisation de ces outils constitue une avancée majeure pour le dispositif national de surveillance de la RAM. Elle permettra d'améliorer la qualité, la fiabilité et la standardisation des données collectées, tout en facilitant leur analyse et leur exploitation par les différents acteurs.

Au-delà du renforcement du système d'information, cette initiative contribuera à une meilleure surveillance de la résistance aux antimicrobiens et à une prise de décision plus éclairée en matière de prévention, de contrôle et de gestion de cette menace croissante pour la santé publique.

À travers ces actions, le GTT-RAM réaffirme son engagement à soutenir une réponse coordonnée, multisectorielle et fondée sur des données probantes, conformément à l'approche « Une Seule Santé », afin de mieux prévenir et contenir la résistance aux antimicrobiens en Côte d'Ivoire.

RÉDACTION — SERVICE COMMUNICATION, PLUS-ICI

# Dr Yao Kouadio Alain Marc, un expert de terrain au cœur de la santé publique



**DOCTEUR VÉTÉRINAIRE, ÉPIDÉMIOLOGISTE · SECRÉTAIRE PERMANENT DE LA PLUSS-CI · PLUS DE 15 ANS D'EXPÉRIENCE**

Dans un contexte où les maladies émergentes, les risques zoonotiques, les effets du changement climatique, les menaces croissantes sur la sécurité sanitaire mondiale et les crises environnementales redéfinissent les enjeux de santé publique, la Côte d'Ivoire s'appuie sur des compétences capables d'anticiper les risques et de coordonner les réponses.

Le Dr Yao Kouadio Alain Marc fait partie de ces acteurs. Docteur vétérinaire, épidémiologiste vétérinaire et spécialiste de la gestion des risques sanitaires, il cumule plus de quinze années d'expérience dans la surveillance épidémiologique, la gestion des urgences sanitaires et le renforcement des systèmes de santé animale.

Sous-directeur de la Réglementation et de l'Information zoosanitaire à la Direction des Services vétérinaires et du Bien-être animal (DSVBA), il assure, depuis le 10 mars 2026, les fonctions de Secrétaire permanent de la Plateforme Nationale Une Seule Santé Côte d'Ivoire (PLUSS-CI).

À ce poste stratégique, il œuvre au renforcement de la sécurité sanitaire nationale en favorisant une coopération étroite entre les secteurs de la santé humaine, animale, environnementale et végétale.

## Une vocation guidée par le service et la protection des populations

Derrière le spécialiste reconnu se cache un homme animé par une conviction profonde. Celle de contribuer à la protection des populations à travers la prévention des risques sanitaires.

Très tôt, le Dr Yao Kouadio Alain Marc développe un intérêt pour les questions de santé et de prévention. Il choisit la médecine vétérinaire, conscient qu'elle se situe au carrefour de plusieurs enjeux majeurs : la santé animale, la santé humaine et la préservation des écosystèmes.

Au fil de son parcours, il mesure pleinement l'impact des zoonoses, ces maladies transmissibles de l'animal à l'homme, ainsi que les conséquences des crises sanitaires sur les sociétés. Une prise de conscience qui renforce son engagement en faveur de l'approche « Une Seule Santé ».

## Le choix de l'approche « Une Seule Santé »

Pour le Dr Yao Kouadio Alain Marc, les défis sanitaires contemporains ne peuvent plus être abordés de manière sectorielle. « Les maladies émergentes, les zoonoses, la résistance aux antimicrobiens ou encore les effets du changement climatique exigent des réponses coordonnées », souligne-t-il.

Cette conviction constitue le socle de l'approche « Une Seule Santé », qui promeut une collaboration permanente entre les secteurs de la santé humaine, animale, environnementale et végétale afin de mieux prévenir, détecter et gérer les risques sanitaires.

## Un homme de coordination et de dialogue

En qualité de Secrétaire permanent de la Plateforme Nationale Une Seule Santé Côte d'Ivoire, le Dr Yao assure la coordination technique et administrative du Secrétariat multisectoriel.

Sous l'autorité du Dr Ouattara Djénéba, Conseillère du Premier ministre et Coordinatrice de la Plateforme, il veille à la mise en œuvre des orientations stratégiques, au suivi des décisions prises par les organes de gouvernance et au renforcement de la collaboration entre les administrations, les institutions scientifiques et les partenaires techniques et financiers.

Son parcours l'a conduit à participer à de nombreuses initiatives nationales et internationales consacrées à la prévention et au contrôle des maladies animales et zoonotiques. Ces expériences ont consolidé son expertise en santé publique vétérinaire, en analyse des risques et en gestion des urgences sanitaires.

## L'héritage d'une dynamique multisectorielle

Parmi les acquis qu'il souhaite préserver figure la dynamique de collaboration bâtie autour de l'approche « Une Seule Santé » en Côte d'Ivoire.

Le Dr Yao rend hommage au travail accompli par son prédécesseur, le Dr Sita Kroman Savané, ainsi qu'à l'ensemble de l'équipe de la Plateforme, dont les efforts ont contribué, depuis plusieurs années, à structurer et à consolider ce cadre de gouvernance multisectorielle.

À ses yeux, la mise en place progressive d'un mécanisme de concertation réunissant les différents secteurs constitue une avancée majeure pour renforcer la prévention, la détection précoce et la gestion des risques sanitaires.

### La rigueur, l'intégrité et l'esprit d'équipe comme boussole

Les personnes qui travaillent à ses côtés décrivent un professionnel discret, méthodique et profondément attaché au sens du service public.

Le Dr Yao revendique des valeurs fondées sur la rigueur, l'intégrité, l'écoute, l'esprit de collaboration et la recherche permanente de l'excellence. « Les résultats durables sont le fruit du travail d'équipe, du dialogue et de l'engagement collectif », affirme-t-il. Une philosophie qu'il s'efforce d'appliquer au quotidien dans l'exercice de ses responsabilités.

### Une vision tournée vers l'avenir

Pour les prochaines années, Dr Yao Kouadio Alain Marc ambitionne de poursuivre le renforcement de la Plateforme Nationale Une Seule Santé Côte d'Ivoire en consolidant la

coordination multisectorielle et en favorisant une plus grande implication des communautés dans la prévention des risques sanitaires.

Il plaide également pour le développement des capacités techniques, l'innovation, le partage des données et le renforcement des systèmes de surveillance afin de mieux anticiper les menaces sanitaires futures.

Aux jeunes générations, il adresse un message de persévérance, de discipline et d'ouverture, convaincu que la passion, la formation continue et l'engagement constituent les meilleurs atouts pour relever les défis de demain.

Enfin, il invite l'ensemble des populations ivoiriennes à adopter des comportements favorables à la santé et à la préservation de l'environnement. Pour lui, la vigilance, la prévention et la solidarité demeurent les fondements d'une sécurité sanitaire durable et d'une société plus résiliente face aux crises.

ABDOUL-KARIM CISSÉ — CHARGÉ DE COMMUNICATION, PLUS-CI

PLUS-CI BIEN-ÊTRE · ALERTE SANITAIRE · ANNONCE INHP — 20 MAI 2026

## A ce jour, aucun cas de maladie à virus Ebola détecté en Côte d'Ivoire ni en Afrique de l'Ouest

Le plan national de sécurisation sanitaire est activé. La vigilance de chacun reste la première barrière.

### Mesures aux points d'entrée

Contrôles renforcés à l'aéroport Félix Houphouët-Boigny et aux frontières terrestres et maritimes · déclaration **obligatoire** de tout cas suspect · formation des agents aux points d'entrée · renforcement de la Ligne verte 143.

### Signes suspects à déclarer

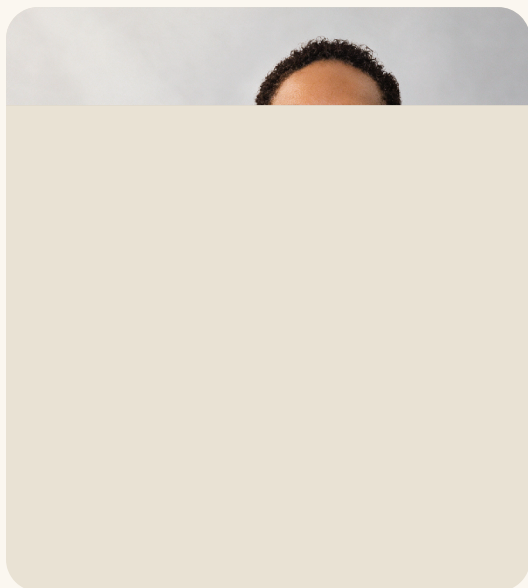
Fatigues intenses · fièvre · maux de tête · douleurs musculaires · vomissements ou diarrhées avec sang · saignements inhabituels (nez, oreilles, yeux).

LIGNE D'ALERTE

**143 / 101**

GRATUIT · 24H/24 · 7J/7

# Quand les Éléphants nous rappellent l'esprit « Une Seule Santé »



*Le Mondial est bien plus qu'une compétition sportive. C'est un moment où toute une nation retient son souffle, vibre à l'unisson et se rassemble derrière ses représentants.*

En Côte d'Ivoire, les Éléphants incarnent cette espérance collective, cette volonté de dépassement de soi et cette capacité à transcender les différences pour fédérer les énergies autour d'un même objectif.

C'est dans cet esprit que la Plateforme Une Seule Santé (PLUSS-CI) apporte son soutien aux Éléphants. Un soutien qui va bien au-delà du simple encouragement sportif.

Car le parcours d'une équipe nationale est aussi une véritable leçon de vie : aucun joueur, aussi talentueux soit-il, ne remporte une victoire, seul. Le succès est toujours le fruit d'une coordination efficace, d'une confiance mutuelle et d'un objectif partagé.

Cette réalité fait écho à la philosophie même de l'approche « Une Seule Santé ». Face aux défis sanitaires de notre époque — maladies transmissibles entre l'homme et l'animal, dégradation de l'environnement, effets du changement climatique ou encore menaces pesant sur la sécurité alimentaire — aucune profession, aucune institution, aucun secteur ne peut agir de manière isolée. La santé humaine, la santé animale, la santé végétale et la santé de l'environnement sont étroitement liées et appellent des réponses concertées.

À l'image des Éléphants qui mettent leurs talents en commun pour défendre les couleurs nationales, les acteurs de la santé, de l'élevage, de l'agriculture, de l'environnement, de la recherche et des collectivités territoriales doivent unir leurs expertises afin de protéger les populations et de

construire un avenir plus sûr. Sur le terrain comme dans la gestion des enjeux sanitaires, la force du collectif demeure le meilleur atout.

En soutenant les Éléphants au Mondial, la Plateforme Une Seule Santé (PLUSS-CI) souhaite rappeler une conviction essentielle : les plus grandes réussites sont toujours le fruit de la collaboration. Chaque passe compte, chaque effort compte, chaque acteur compte.

Que nos ambassadeurs du football continuent de nous inspirer par leur détermination, leur esprit d'équipe et leur engagement. Et que leur aventure mondiale nous rappelle qu'en matière de santé aussi, les plus belles victoires sont celles que nous remportons ensemble.

PAR LA RÉDACTION

## LA FORCE DU COLLECTIF

### Chaque passe compte

Santé humaine, animale, végétale et environnementale : une même chaîne.

### Chaque effort compte

Prévention, détection précoce, riposte coordonnée.

### Chaque acteur compte

Ministères, chercheurs, collectivités, communautés.

# Les rendez-vous 2026

## CÔTE D'IVOIRE

### 24 février 2026 — One Health Platform Côte d'Ivoire (PLUSS-CI) : expériences, défis et perspectives

Rencontre d'échanges autour du fonctionnement, des acquis et des perspectives de la Plateforme Une Seule Santé Côte d'Ivoire.

### 16 avril 2026 — Festival One Health Summit, Abidjan

Conférence interactive organisée par la PLUSS-CI sur le thème : « De l'alerte à la coordination : comment One Health s'organise réellement quand une alerte survient ».

## AFRIQUE

### 30 juin 2026 — L'approche One Health au Cameroun : état des lieux, gouvernance et perspectives

Webinaire consacré aux mécanismes de gouvernance One Health, aux acquis et aux perspectives de mise en œuvre au Cameroun.

## MONDE / INTERNATIONAL

### 21 janvier 2026 — STAR-IDAZ Innovation Academy Webinar (Pologne / Virtuel)

Webinaire consacré aux contributions externes à la recherche et au développement dans les domaines de la santé animale et de l'élevage.

### 30 mars – 12 avril 2026 — Festival One Health (France et International)

Série d'événements labellisés visant à sensibiliser le grand public et à mobiliser les acteurs autour des enjeux sanitaires mondiaux.

### 5 – 7 avril 2026 — One Health Summit 2026 (Lyon, France)

Sommet international réunissant chefs d'État, organisations internationales et experts autour des zoonoses, de la résistance aux antimicrobiens, des systèmes alimentaires durables et de la pollution environnementale.

### 6 avril 2026 — Youth Taking Action (Lyon, France)

Mobilisation des jeunes de 18 à 35 ans pour formuler des recommandations à destination des décideurs internationaux.

### 6 avril 2026 — Advancing Effective Dengue Responses (Lyon, France)

Renforcement des stratégies de lutte contre la dengue grâce à la collaboration entre chercheurs et acteurs de santé publique.

### 7 avril 2026 — Sessions AFD, OMS et CEPI (Lyon, France)

Réflexions sur le financement des initiatives One Health et la préparation aux maladies infectieuses émergentes.

### 9 avril 2026 — Conférence ANRS-MIE & IRD (Montpellier, France)

Échanges scientifiques sur les maladies vectorielles, l'entomologie et l'adaptation aux changements climatiques.

### 13 mai – 10 juin 2026 — Conférence virtuelle internationale BSL4ZNet

Rencontres scientifiques sur les réseaux de laboratoires zoonotiques de niveau de biosécurité 4.

### 18 – 20 mai 2026 — EOHA Annual Scientific Meeting 2026 (Madrid, Espagne)

Réunion scientifique annuelle de l'Association Européenne One Health.

### 19 mai 2026 — Introduction au HealthFund Hub (Genève, Suisse)

Événement consacré au financement de la santé mondiale à travers les infrastructures numériques.

### 3 – 5 juin 2026 — ONE H Congress 2026 (Saint-Quay-Portrieux, France)

Congrès scientifique dédié à la mise en œuvre opérationnelle de l'approche One Health.

### 10 – 12 juin 2026 — 31st European Health Management Conference (Barcelone, Espagne)

Conférence sur l'intégration de l'approche One Health dans la gouvernance et les politiques publiques de santé.

### 11 – 12 juin 2026 — 4<sup>es</sup> Journées de recherche interdisciplinaires « Pratiques alimentaires, santé et territoire » (Brest, France)

Rencontres scientifiques autour des liens entre alimentation, santé et développement territorial.

**15** rendez-vous référencés en 2026

**3** continents mobilisés

**2** temps forts nationaux

## APPEL À CONTRIBUTIONS

Un atelier, une campagne ou une conférence « Une Seule Santé » à inscrire au prochain agenda ? Transmettez vos dates à la Rédaction du bulletin pour figurer dans la prochaine édition.



# Plateforme Nationale Une Seule Santé

CÔTE D'IVOIRE

« La sécurité sanitaire est l'affaire de tous. Préserver la santé des populations, protéger notre environnement et garantir un avenir sûr constituent une responsabilité collective. »

Santé humaine

Santé animale

Santé végétale

Environnement

## NOS PARTENAIRES TECHNIQUES ET FINANCIERS



OMS · Banque mondiale · FHI 360 (EpiC) · Jhpiego (RISE-GHS) · Resolve to Save Lives · UNICEF · Croix-Rouge de Côte d'Ivoire · ACONDA VS · Born Free USA — et l'ensemble des institutions membres de la Plateforme. Espace ouvert aux partenaires pour la prochaine édition : [secretariat@pluss.ci](mailto:secretariat@pluss.ci)